



**REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES
ET SOCIALES
(A comité de lecture)
N° 3 Aout 2016**

**CONDITION FEMININE DANS LES THEORIES DE
DEVELOPPEMENT**

**STATUS OF WOMEN IN THE THEORIES
DEVELOPMENT**

Najoua ROUINI

**Professeur habilité
Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales-Souissi
Université Mohamed V Rabat**

Résumé

Le concept de développement peut être appréhendé comme « le processus par lequel les sociétés évoluent de manière à pouvoir satisfaire aux besoins fondamentaux de leur population » (François Perroux, 1964). C'est donc une modification qualitative de la société du point de vue économique, politique, social et culturel.

Ainsi défini, le développement d'un pays sous-entend la participation de toute la population à tous les niveaux sans discrimination basée sur le sexe. Dès lors, il s'avère impossible de concevoir tout développement durable sans la participation des femmes.

Mais comment la femme peut-elle contribuer au développement en s'impliquant dans la politique quand on sait que la politique est une réflexion concertée en vue de rechercher les voies et les moyens pouvant améliorer les conditions de vie de l'être humain ? (Malika Benrad, 2006).

Mots clé : développement – développement durable – discrimination basée sur le sexe – Femme et développement .

Abstract

The concept of development can be apprehended as "the process whereby societies evolve so as to satisfy basic needs of their population" (Perroux, 1964). It is a qualitative change of society economically, politically, socially and culturally.

Thus defined, the development of a country implies the participation of all people at all levels without discrimination based on sex. Therefore, it prove impossible to conceive any sustainable development without women's participation.

But how can women contribute to development by getting involved in politics when we know that politics is a concerted reflection to seek ways and means that can improve the living conditions of human beings ? (Malika Benrad 2006).

Keywords : Development - Sustainable Development - discrimination based on sex - Women and Development

Introduction

Le concept de développement peut être appréhendé comme « le processus par lequel les sociétés évoluent de manière à pouvoir satisfaire aux besoins fondamentaux de leur population » (François Perroux, 1964). C'est donc une modification qualitative de la société du point de vue économique, politique, social et culturel.

Ainsi défini, le développement d'un pays sous-entend la participation de toute la population à tous les niveaux sans discrimination basée sur le sexe. Dès lors, il s'avère impossible de concevoir tout développement durable sans la participation des femmes.

Mais comment la femme peut-elle contribuer au développement en s'impliquant dans la politique quand on sait que la politique est une réflexion concertée en vue de rechercher les voies et les moyens pouvant améliorer les conditions de vie de l'être humain (Malika Benrad, 2006)?.

Si hier la femme était cataloguée et infériorisée (en témoigne le fait qu'elle était réduite à la condition de bête de somme; au rôle traditionnel procréatrice; aux travaux domestiques; elle n'avait véritablement pas droit à la scolarisation et ne pouvait accéder facilement aux sphères de décision) force est cependant de reconnaître qu'avec l'évolution des sociétés et leur démocratisation, une sensible amélioration de sa condition est à noter. C'est ce que nous allons voir au niveau de la première section de ce chapitre : diversité des approches de développement.

Ainsi on remarque aujourd'hui que la volonté politique de certains gouvernants, ajoutée à la détermination politique de la femme ont permis à cette frange importante de la population (environ la moitié de la population du monde) d'avoir accès au pouvoir économique et décisionnel puis d'être valorisée dans la société. Malgré ces quelques avancées il reste encore beaucoup à faire, d'où la deuxième section : présence pudique des femmes dans les théories de développement.

SECTION 1. DIVERSITE DES APPROCHES DU DEVELOPPEMENT

Le concept de développement est polysémique (Jean Ronald Légouté, 1992), il évoque plusieurs dimensions à la fois théoriques et même idéologiques. Pour les uns, le concept de développement relève de la croyance (Rist Gilber, 1996), tandis que pour les autres, il relève de l'idéologie (Guay Caire, 1994) ou encore de la théorie économique. Quelle est donc la vraie origine du développement ?

Un premier élément de réponse est que le développement est associé à la théorie de l'évolution naturelle. Selon Gilbert Rist, le développement est assimilé au processus qui induit le changement dans l'évolution naturelle. De l'évolution naturelle au changement social, la transposition semble assez simple à réaliser.

L'évolution et le changement social deviennent le processus de développement. Comme dans la théorie naturaliste, les principes de directionnalité (la finalité), de continuité (le processus ininterrompu), de cumulativité (l'effet cumulatif) et d'irréversibilité (l'impossible retour à un stade antérieur) sont présents.

La réflexion sur le développement naît au début des années 1950 d'une prise de conscience du retard économique accumulé par une partie de l'humanité. En période de pleine expansion, les économistes s'interrogent alors sur les fondements de la prospérité et sur les causes du retard des pays non industrialisés. Ce qui était alors nouveau ce n'était pas tant la réflexion sur les bases de la croissance et du développement, que le constat d'un écart durable de niveau de vie entre les pays occidentaux et le reste du monde. De plus avec la décolonisation et la grande vague des mouvements d'indépendance, la prise de conscience du sous-développement s'est vue accélérée. Ce dernier se voit défini par un ensemble de critères problématiques auxquels les analyses théoriques du développement se proposent de remédier. Le premier est celui du niveau de vie, les organisations internationales classant les nations en fonction de la production par tête de leurs habitants, en deçà d'un certain seuil, tout pays étant considéré comme en voie de développement.

Le niveau d'industrialisation permet lui aussi d'évaluer le degré de développement d'un pays : nous pouvons ainsi analyser la structure de répartition de la population active selon les secteurs d'activité, ou encore déterminer la part des produits manufacturés dans les exportations.

Le sous-développement se retrouve au niveau du taux de fécondité et de mortalité infantile particulièrement élevée, bien que les pays en voie de développement en soient à des stades très différents de leur transition démographique. Enfin, le sous-développement se caractérise par des carences nutritionnelles, un état sanitaire relativement déplorable et des conditions difficiles d'accès à l'éducation, autant de caractéristiques que synthétisent l'IDH¹, appelé à remplacer le critère du PNB² par tête. Cependant, dans les années 1950, 1960, lorsque les analyses théoriques du développement apparaissent, les recherches se concentrent essentiellement sur le volet industriel du sous-développement. Ainsi, ces théories procèdent

¹ Indicateur de Développement Humain

² Produit National Brut

d'une vision « industrialiste » du développement. Mais à partir des années 1970, devant l'échec des politiques s'inspirant de ces théories et avec le début de la crise, une nouvelle conception du développement se forge : les économistes se re-concentrent alors sur les besoins essentiels dans les pays pauvres tandis que les politiques adoptées sont moins l'objet de débats polémiques que de questions pratiques gérées par des organisations internationales ...

L'impact négatif de la mondialisation de l'économie pèse sur les femmes de façon disproportionnée, alors que l'économie est de plus en plus liée aux marchés mondiaux, on assiste souvent à une réduction des dépenses publiques et des programmes sociaux, reportant ces coûts sur les foyers, au sein desquelles la femme se trouve généralement en charge de ce fardeau supplémentaire.

Le renforcement des capacités des femmes est un facteur essentiel au processus visant à faire sortir des millions de personnes du cycle de la pauvreté et de la faim.

Il est impossible de nier que la problématique de développement s'est amplifiée et préoccupe le monde entier. En réalité, cette notion a fait l'objet d'une succession de définition et sa signification continue à évoluer ; cela a nécessité bien évidemment une évolution au niveau des approches et statistiques de ce développement « les théories du développement se sont affirmées comme un corpus distinct dans la science économique dès lors qu'elles ont postulé l'existence de spécificités communes, à un ensemble de pays, en même temps qu'elles ont adopté l'idée que le développement ne se réduisant pas à la croissance » (E. Adisson, 1992) . Toutefois, la pensée libérale classique a généralement refusé cette spécificité en tenant, dès le départ, de réintégrer l'économie du développement dans le champ de l'économie « pure », en ignorant, notamment, la dimension historique du sous développement.

§1. Typologie des théories du développement

En fait, l'étude du développement est opérée à partir de deux types d'analyse, résumées selon ph. Hugon comme suit (ph. Hugon, 1991):

Tableau 1: types des théories du développement

Champ méthode	Théorie hypothético-déductive (universalisme)	Terrain induction (particularisme)	Action (normatif)
Systémique (holisme)	Approche globale du développement (systémisme , néo-marxisme, dépendantisme, structuralisme)	Anthropologie économique du développement historicisme institutionnalisme	Développement intégral et intégré. Nouvel ordre économique Réforme des structures
Analytique (individualisme méthodologique)	Modélisation du développement (néoclassique, anthropologie formaliste, école standard élargie)	Théorico-empirique ex : travaux économétriques sectoriels. tests empirique et d'efficacité	Choix de projets micro- réalisations systèmes incitatifs prix et marché

Source : O.P. Hirschman : « stratégie de l'économie de développement », p.45

Selon Albert O. Hirschman³, sur le plan de la théorie économique, les diverses théories du développement reposent sur deux postulats fondamentaux, pouvant être affirmé ou nié, il en résulte quatre positions fondamentales.

Tableau 2: typologie des théories du développement: mono- ékonomisme

		Affirmé	Nié
Réciprocité des avantages	Affirmée	Economie néoclassique	Economie du développement
	Niée	Marx	Théories néo-marxistes

Source : O.A. Hirschman

³ Albert Otto Hirschman (né le 7 avril 1915 à Berlin) est un économiste américain de formation. Ses recherches pluridisciplinaires rendent difficile sa classification dans une des disciplines auxquelles il a contribué telles que l'économie, les sciences politiques ou la sociologie. En 1958, Hirschman publie un ouvrage sur l'économie du développement, *the strategy of Economic Development* qui sera un des textes fondateurs de ce nouveau champ de recherche. Il affirme la spécificité des pays en développement ce qui le conduit à rejeter l'analyse économique standard pour analyser ces pays. Dans son livre, il présente ses stratégies de développement économique. L'idée de croissance déséquilibrée, qui rencontra un vif intérêt parmi les pays en développement dans les années 1960, y est formulée. Hirschman voit dans la croissance une succession de déséquilibre, car la croissance se manifeste d'abord dans certains secteurs ou certaines régions avant de s'étendre au reste. A l'époque, le développement économique d'un pays n'était conçu que par le développement de son appareil industriel.

Concernant le développement du tiers monde, à l'intérieur du tableau, deux des positions correspondent à des systèmes de pensée homogènes : la théorie néoclassique et le néo marxisme. Les deux autres apparaissent «moins cohérentes et présentent des risques internes d'instabilité: il s'agit d'une part des idées éparses de Marx sur le développement des régions «arriérées» et des territoires coloniaux, de l'autre, de l'économie du développement contemporaine» (A.O. Hirschman, 1984).

La théorie néoclassique se fonde sur un certain nombre de théorèmes simples mais jugés puissantes et dont la validité serait universelle, si bien qu'il n'y aurait qu'une seule science économique.

L'un des théorèmes fondamentaux est que dans une économie de marché, toutes les participations aux échanges tirent profit de leurs actes volontaires de participation, dans le cas contraire, les échanges n'auraient pas lieu, la théorie néoclassique affirme donc le monoéconomisme et la réciprocité des avantages à l'échange. Les théories néomarxistes du développement reposent sur deux principes (Ph. Hugon, 1991), d'une part, les relations économiques et financières entre le centre capitaliste développé et la périphérie sous développée ont toujours été caractérisées par des rapports d'exploitation. D'autre part, cette exploitation permanente a façonné la structure politico-économique des pays de la périphérie, si bien que cette structure diffère profondément de celle que connaissent ou ont pu connaître les pays développés. Les néomarxistes rejettent à la fois le monoéconomisme et la réciprocité des avantages.

Le monde a connu trois grandes phases de l'évolution de la pensée de développement⁴ :

La période pionnière (1945-1960/65)

La phase de radicalisation (19660/65-1975/80)

La période de gestion de la crise (1975/80-1998)

Dans la dernière période (années quatre-vingts), nous avons assisté à un retour au premier plan de la pensée néo-libérale et la remise en cause des schémas tiers-mondistes. L'analyse économique du développement, comme le développement lui-même, passent à l'arrière plan.

La crise de la dette focalise l'attention sur la recherche de solutions aux problèmes soulevés par les déséquilibres externes et internes à court terme. Les causes internes du sous développement sont à nouveau mises en exergue.

⁴ E. Assidon, : « Les théories économiques du développement », Paris, La découverte,, 1992. p. 5

Au début des années 90, la fin de la guerre froide a fortement réduit l'éventail des options politiques dans les pays en développement, en enlevant leur justification et leur soutien aux solutions révolutionnaires, et facilité l'action dans les pays les plus développés en supprimant la menace communiste.

En ce qui concerne le tiers monde, les notions de sous développement et de développement doivent être replacées dans l'environnement de leur apparition qui semble avoir eu une influence importante sur leur interprétation. L'affirmation de la normalité a ouvert la voie à l'application de la théorie standard.

§2. Evolution des approches de développement au Maroc

Une approche de développement est un choix de philosophie d'intervention. Le Maroc, comme tous pays dans le monde, a connu une succession d'approches de développement, il a eu donc différentes manières de penser et de réfléchir son développement.

En effet, le savoir humain d'abord et national ensuite est passé par une certaine chronologie assez riche d'approches de développement. De l'approche technologique (modernisation avec l'introduction des machines) à l'approche institutionnelle en passant par (Aziz Chahbouni, 2005) :

- ✓ l'approche économique (rentabilité et investissement),
- ✓ l'approche de développement national (centralisation et descendante),
- ✓ l'approche sectorielle (par secteur) ces approches qualifiées de standard ont décliné au profit d'autres théories plus récentes,
- ✓ l'approche intégrée (globale et systémique, l'intégration ici consiste à reconnaître les différences et à s'appuyer sur elles pour assurer la convergence des actions en vue d'objectifs communs),
- ✓ l'approche de développement fondée sur les droits humains,
- ✓ l'approche de développement local (avec la genèse du phénomène de décentralisation),
- ✓ l'approche participative qui se situe entre le courant populiste et le courant état providence,
- ✓ l'approche de développement alternatif,
- ✓ l'approche de lutte contre la pauvreté (en se basant essentiellement sur la notion de solidarité de participation positive) ,

✓ l'approche genre de développement qui a substitué l'ancienne appellation « IFD » : intégration de la femme au développement.

L'interaction de l'ensemble de ces approches a donné naissance à une nouvelle approche appelée « approche agence » qui vient compléter les autres approches.

Parmi les critères d'une bonne approche, quatre aspects sont importants. Elle devrait être :

- Focalisée et territorialement localisée
- intégrée et là l'intégration est prise dans son sens traditionnel à savoir au niveau des phases, des actions et dans l'espace –temps du projet
- participative et contractuelle (là encore il faut faire très attention lorsque nous travaillons avec la population, il faut respecter les formes traditionnelles de leur organisation, ensuite il faut considérer le contrat en tant qu'engagement mental loin d'être une pièce juridique)
- décentralisée et partenariale : donner plus d'importance à beaucoup de monde favorise «l'approche agence», pour ces gens elle répond parfaitement à ces critères et approuve son efficacité au niveau du terrain. Prenant l'exemple de l'agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social des Préfectures et Provinces du Nord.

SECTION2- PRESENCE PUDIQUE DES FEMMES DANS LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

Au début des années 70, Ester Boserup fait remarquer que le rôle des femmes dans la production a été jusqu'alors sous-estimé dans la théorie du développement. Ainsi elle ouvre le débat sur ce thème. Parallèlement la politique de développement s'empare du sujet: la première Conférence mondiale sur les femmes a lieu en 1975, les dix années suivantes sont proclamées décennie internationale de la femme. Au milieu des années 80, l'approche de l'autonomie de pouvoir pour les femmes s'impose à l'avant-plan pour être remplacée dans les années 90 par celle du genre (Ester Boserup, 1970). Marianne Braig fait l'historique de la thématique des femmes et du genre dans la théorie et la politique de développement qui se penche sur les questions de femmes ou de genre dans la théorie et la pratique du développement qui bute sur un étrange phénomène (Marianne Braig, 2000).

D'une part nous avons assisté depuis un certain temps à un réexamen des théories de développement ou à la quête de nouvelles approches qui pour l'essentiel, font l'impasse sur les discussions théoriques de la recherche sur les femmes et le genre. De l'autre la politique de

développement passe pour l'un des rares domaines politiques des relations internationales dans lesquels les questions féminines ou l'appartenance sexuelle ont acquis une égale importance pour la théorie et la pratique. Est-ce seulement un thème à la mode de plus, qui est sur toutes les lèvres à certains moments, mais dont nous pouvons attendre sereinement qu'il sombrera dans l'insignifiance? Ou bien la confrontation avec la différence sexuelle dans le contexte des processus de développement et des relations internationales représente-t-elle un gain de connaissances pour l'élaboration de nouvelles approches dans les théories et les politiques de développement?

§1. Intégration de la femme dans la théorie du développement

En 1969, à la fin de la première décennie du développement, la «commission pour le développement international» dirigée par l'ancien ministre canadien des affaires étrangères Lester Pearson soumet à un examen critique les stratégies de développement de l'époque dans le rapport qui lui a été commandé par la Banque Mondiale. Il n'est alors pas encore question de problèmes spécifiquement féminins.

Un an plus tard pourtant, le livre d'Ester Boserup «Women's Role in Economic Development» paraît dans un contexte réceptif. A la lumière du bilan dégrisant du rapport Pearson, mais aussi en raison de leurs propres expériences, beaucoup d'experts du développement doivent remettre en cause l'optimisme jusqu'alors prédominant qui veut que la croissance économique est automatiquement synonyme de développement. Les obstacles endogènes au développement, comme la répartition inégale des terres et des revenus, le clientélisme et la corruption (pour n'en citer que quelques-uns) sont alors parfaitement connus mais ne sont pratiquement pas perçus dans le contexte de rapports patriarcaux entre les sexes. L'aperçu mondial donné en 1970 par Ester Boserup des désavantages que subissent les femmes, et qui sont souvent consolidés voire recréés par les projets de la politique de développement et les programmes de modernisation, renforce d'autant plus la disposition à repenser la pratique de la politique de développement sous un angle féminin que la croissance démographique commence à être de plus en plus ressentie comme une menace. Ce faisant la négation ou l'oubli du rôle productif des femmes apparaît précisément comme une clé pour comprendre l'échec des processus de développement. La théorie classique de la modernisation, avec sa séparation dichotomique entre privé et public ou entre modernité et

tradition, n'a-t-elle pas construit l'espace public comme un espace organisé par des hommes ?!!.

Les théories de développement (théorie de la modernisation comme théorie de la dépendance) ont tenté de mesurer le succès de leurs efforts au degré d'émergence d'une société industrielle moderne et d'établissement de systèmes de sécurité sociale conformes aux modèles respectifs, en d'autres termes, au recul de la pauvreté et de l'ignorance. La théorie comme la politique se voient dès lors confrontées à l'échec de ces objectifs. Il n'est pas rare que la cause de cet échec réside dans la cécité à une division du travail selon les sexes⁵, à des structures familiales et de parenté autres que celles de la famille au sens étroit, à l'existence de processus complexes d'échange dans lesquels des biens et des services sociaux sont produits dans des relations spécifiques entre les sexes. Ces rapports ne s'articulent pas autour de systèmes de redistribution monétaire, mais autour de valeurs comme l'accès à la terre, le patrimoine, la descendance, la solidarité villageoise ou de voisinage, ou encore la hiérarchie et la loyauté à l'égard du groupe. Ils sont intégrés dans des relations de réciprocité qui règlent, la plupart du temps avec des restrictions d'ordre sexuel, les droits et les devoirs mutuels.

Outre les erreurs commises dans la pratique (par exemple l'attribution de ressources par des projets de développement à des hommes qui, dans les systèmes agraires africains, n'exercent aucune activité agricole, entraînant du même coup une modification des rapports entre les sexes au détriment des femmes) les succès économiques de certains pays émergents fournissent, eux aussi, l'occasion de repenser le lien entre développement et relations entre les sexes. Cela s'exprime dans la discussion à propos du travail salarié féminin dans les industries de l'Asie du sud-est et d'Amérique latine tournées vers l'exportation, ou encore dans l'augmentation d'activités salariales féminines qualifiées, liées à l'extension du secteur tertiaire. Cette évolution révèle, en effet, que les femmes ne sont pas uniquement perdantes dans les processus de développement et de modernisation mais que, comme Ester Boserup l'a aussi souligné, elles peuvent profiter des changements, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Cela devient surtout manifeste dans les années 90, à une époque où ces avancées féminines sont à nouveau gâchées par des programmes néo-libéraux d'ajustement (Gustave Massiah, 2000). Sans l'intégration, observée au niveau mondial jusque dans les années 80, des femmes et des filles dans les processus de modernisation en général et

⁵ C. Cote, « le genre dans le développement ». Formation sur l'approche genre et développement, développement et paix, Canada, avril pp.26-31.

dans l'éducation et la formation en particulier, l'émergence d'une multitude de nouveaux acteurs sociaux serait difficilement explicable.

La prise de conscience grandissante de l'importance du rôle des femmes pour le développement et l'incapacité de la politique de développement à en tenir compte coïncident, au début des années 90, avec la renaissance de mouvements féminins et avec un féminisme plus combatif en Europe (Dénis Karnaouch, 2010) de l'ouest et aux Etats-Unis. De nouvelles perspectives sont ouvertes qui, au-delà de la revendication de droits égaux, tels que les avait déjà formulés le premier mouvement féministe aux alentours de 1900 (éducation, émancipation juridique, droit de vote, etc), thématisent les racines psychiques, sociales, sexuelles et culturelles de la discrimination.

Ces questions sont aussi débattues par des groupes de femmes de la moyenne et haute bourgeoisie citadine dans d'autres régions du monde. Dans les sociétés en développement il est néanmoins frappant de constater que ce sont souvent des problèmes sociaux ou politiques qui sont à l'origine de la création de groupes animés principalement, par des femmes et marqués par leur vécu. Ce sont par exemple des problèmes comme l'accès à la terre et au logement, l'adduction d'eau et l'élimination des eaux usées, la lutte contre les régimes dictatoriaux et la défense des droits humains en Amérique latine. Dans les années 70, ces groupes, mouvements ou simples initiatives de femmes à forte connotation sociale, ethnique ou culturelle, trouveront de plus en plus une caisse de résonance internationale à leur militantisme très conflictuel.

L'année 1975, proclamée année de la femme par l'ONU⁶, et la décennie de la femme qu'elle inaugure (de 1976 à 1985) peuvent être considérées comme fondamentales pour les nouveaux mouvements transnationaux, de plus en plus de gouvernements étant amenés à reconnaître ces mouvements sous une forme ou sous une autre. L'intégration du mouvement féminin sous les auspices de l'ONU est aussi une innovation qui pèsera lourdement. Les mouvements transnationaux, qu'ils aient la forme d'une coalition souple d'universitaires et de professionnelles agissant plutôt en marge d'institutions nationales et internationales ou de groupes de femmes actifs dans les syndicats, les organisations paysannes, les comités de quartiers, etc., obtiennent dans le contexte de l'ONU des possibilités d'intervenir sur les relations et les conventions internationales. Cela se manifeste principalement dans la double structure des conférences mondiales sur les femmes, et plus tard aussi d'autres conférences

⁶ Les quatre conférences mondiales sur les femmes 1975-1995 Perspective historique, Département de l'information de l'ONU DPI/2035/M - 00-39711- avril 2000.

internationales, où la rencontre des délégations gouvernementales officielles s'accompagne de forums libres. En dépit des lignes de conflits politiques existantes, qui auront surtout marqué les deux premières conférences mondiales sur les femmes, les représentantes des mouvements transnationaux auront réussi à gagner en influence sur les agences internationales de développement. Leurs concepts pragmatiques, répercutés en particulier dans les approches WID (Women in Development) sont soutenus par ces agences, ce qui aura pour résultat une institutionnalisation de la politique féminine.

Dès 1973 l'USAID⁷ ouvre un bureau WID⁸; en 1976 l'INSTRAW (International Research and Training Institute for the Advancement of Women) est créé dans le cadre de l'ONU. Les fondations Ford et Rockefeller, actives dans le domaine des relations internationales, développent à partir de la fin des années 70 des programmes destinés aux femmes. En Allemagne aussi un concept plurisectoriel pour la promotion des femmes est élaboré en 1977 au Ministère de la Coopération, mais il ne restera longtemps qu'un simple document et n'aura des conséquences concrètes que beaucoup plus tard.

L'influence de la recherche féministe sur les stratégies de la politique de développement s'exprime tout particulièrement dans la différenciation entre intérêts des femmes et intérêts du genre, développée par Maxine Molyneux dans le contexte de son analyse de la politique menée par certains gouvernements du tiers monde à l'égard des femmes (Maxine molyneux, 2000).

Pour Maxine, les intérêts du genre sont des intérêts qui se fondent sur le rapport entre les sexes et qui sont développés par les femmes, mais aussi par les hommes, en vertu d'un positionnement social résultant des attributions dévolues à chaque sexe. Ils se subdivisent en intérêts pratiques et en intérêts stratégiques du genre.

Dans la discussion autour de la politique de développement, la distinction très nette entre planification centrée sur le genre, qui thématise les rapports établie par Caroline Moser (entre besoins pratiques et stratégiques du genre, de même que la référence au triple rôle ou triple fardeau de la femme (productif, reproductif et communautaire) sont deux composantes qui entrent tout particulièrement en ligne de compte dans la planification du développement. Caroline Moser fait, elle-même, une distinction de force, et planification consciente du genre, qui tient surtout compte des problèmes concrets des femmes et ne touche pratiquement pas aux méthodes existantes de planification. Sur fond de ses réflexions théoriques et conceptuelles, Caroline Moser distingue différentes approches de la promotion des femmes et

⁷ United States Agency For International Développement

⁸ Women in developpement

selon les cas, un passage de «femmes dans le développement» à «genre et développement» (Moser Caroline, 1993).

§2. Institutionnalisation de la question de la femme

Les femmes ont été concernées par les processus de développement bien avant que la promotion des femmes ne soit inscrite au programme des institutions internationales et nationales de la coopération au développement pour intégrer les femmes dans le développement. Des instruments de politique sociale, destinés aux mères, ont été mis en place non seulement dans l'approche modernisatrice de l'Etat providence, qui a dominé jusque dans les années 70, mais aussi beaucoup plus tôt, dans l'administration coloniale ou les politiques populistes de gouvernements post-coloniaux. En tant que mères, les femmes sont un groupe cible facile à identifier. Ceci étant, il convient de souligner que les femmes ont pu exploiter, dans presque tous les pays, leurs chances d'accès à l'éducation dans les processus de modernisation des années 60 et 70, la plupart du temps sans bénéficier d'une promotion directe comme groupe cible. L'harmonisation progressive des prestations éducatives révèle toutefois les limites de la conception libérale de l'égalité entre hommes et femmes. Les modes du travail et du vécu quotidien restent structurés en fonction des sexes ou utilisent des différences existantes entre les sexes pour légitimer des inégalités sociales.

La politique de protection des travailleuses menée par l'OIT, et introduite avant l'institutionnalisation de la promotion des femmes, est une preuve de l'ambivalence ou, pour reprendre l'expression de Maxine Molyneux, « des limites des intérêts pratiques du genre », lorsqu'elle met à l'avant-plan la protection particulière des femmes en tant que possibles mères (interdiction du travail de nuit et du travail en équipes, protection des mères..). La revendication d'une égalité dans l'éducation, la formation et la rémunération salariale met aussi en lumière les limites de l'égalité formelle. Cette égalité formelle marque également l'approche égalitaire qui dans les années 70, principalement dans le contexte de la première Conférence mondiale sur les femmes à Mexico en 1975, débouchera sur une révision, attendue depuis longtemps, de la discrimination des femmes dans le cadre du droit moderne. Les femmes y sont considérées comme des citoyennes auxquelles l'égalité d'accès au droit formel et l'exclusion de toute discrimination formelle sont garanties.

Au début des années 70, lorsque le président de la Banque Mondiale de l'époque, Robert McNamara, constate l'échec de la politique de développement, que l'OIT découvre les pauvres qui travaillent dans le secteur dit informel et qu'Ester Boserup thématise les multiples activités des femmes, le tout s'accompagnant de l'exigence d'une meilleure base de données statistiques, la revendication d'une visibilité et d'un renforcement du rôle productif des femmes s'exprime de plus en plus clairement. Dans le sillage de la stratégie des besoins fondamentaux, *la pauvreté féminine est considérée comme une approche anti-pauvreté, et donc non pas comme un problème de l'inégalité entre les sexes mais comme un problème du sous-développement*⁹. La volonté de rendre visible le rôle productif de la femme relègue, toutefois, au second plan ses autres rôles, le rôle reproductif et le rôle communautaire.

Les programmes de promotion sont souvent synonymes d'un surcroît de corvées pour les femmes qui travaillent, en particulier lorsque les problèmes déterminants de l'allègement, voire de la redistribution du travail, ne sont pratiquement pas abordés.

Si dans les années 70 les approches de la politique de développement prétendent encore à une redistribution des fruits de la croissance, l'approche de l'efficacité, dominante depuis les années 80, abandonne cette prétention ainsi que le lien avec les droits sociaux. De même n'est-il plus question, dans l'approche adaptée aux stratégies économiques néo-libérales, de venir à bout, dans l'intérêt des femmes, des inégalités qu'elles endurent, mais d'organiser plus efficacement le développement par la contribution économique des femmes. Dans le contexte des crises de la dette et des programmes d'ajustement structurel l'accent est mis sur la baisse des coûts sociaux - notamment par une meilleure exploitation du travail féminin via un subtil équilibre entre les différents secteurs de travail.

Contrairement aux approches classiques «Women in Development» qui sont nées directement dans les agences internationales ou qui s'inspirent indirectement des modèles de vie occidentaux, la revendication d'un pouvoir féminin (empowerment) vient des mouvements et groupes de femmes du Sud et s'articule en 1985, à la fin de la décennie de la femme, dans la création de réseaux féminins internationaux, en particulier le réseau DAWN (Development Alternatives with Women in a New Era)¹⁰.

Cette nouvelle approche découle d'une double critique: critique des précédentes approches du développement et critique du féminisme occidental. Il est principalement reproché à ce dernier d'homogénéiser les femmes du Sud en une construction «femmes du Tiers-Monde» et

⁹ "Pauvreté féminine : réalités et perspectives", L'Essor n°6-novembre, 1999

¹⁰ « Rapport national sur le développement humain durable », 2000.

par là- même d'en faire des victimes. Sans se référer explicitement aux théories de la dépendance, la nouvelle approche rappelle aussi les causes de l'oppression des femmes, localisées aussi bien dans le patriarcat que dans la dépendance coloniale et néo- coloniale. Les réflexions théoriques sur le rapport entre développement et pouvoir et la critique d'idées largement répandues, comme celle qui veut que le développement profite à tous ou que les femmes veulent être intégrées dans le grand courant d'un développement de type occidental, trouvent peu d'écho dans les institutions, même si elles en reprennent volontiers la terminologie.

Les approches des années 90, que nous pouvons résumer sous l'appellation « Mainstreaming gender » comme prise en compte générale de la différence entre les sexes, se démarquent des projets féminins ou des composantes féminines des projets pour chercher plutôt leur terrain d'action à un niveau global ou médian. En réaction aux incidences sexo-spécifiques de «l'ajustement structurel» sur le marché du travail et sur la production et la distribution de biens et de services sociaux, des femmes économistes en particulier demandent une prise en compte des rapports entre les sexes. Sous le générique genre et développement macro-économique, des processus macro-économiques sont analysés sous l'angle des mécanismes d'exclusion sexo-spécifiques pour parvenir à une meilleure compréhension des processus économiques et à une plus grande efficacité de la politique économique.

L'empreinte masculine dans les différentes théories économiques peut être surmontée soit par la désagrégation sexo-spécifique, soit par l'étude des corrélations, dans le cadre de l'ordre sexuel prédominant, entre la production de biens et de services tournée vers le marché et celle qui n'est pas destinée vers lui.

L'approche macro- politique « démocratie et genre » doit sa légitimation aux processus de démocratisation dans différentes régions en développement et à l'importance prise par les différents groupes de femmes. Les premières approches institutionnelles sont, néanmoins, étroitement liées à la remise des prestations de l'Etat, comme le suggère le rapport 1997 de la Banque Mondiale, centré sur le retour de l'Etat et comme l'inaugurent les approches de la bonne gouvernance. Les changements induits par les processus de transformation, non seulement dans le statut économique des femmes mais aussi dans leur participation aux parlements et conseils municipaux fournissent, ici, le point de départ. Bien souvent, toutefois, les règles et les institutions engendrées par la démocratisation et la décentralisation ne tiennent pas compte des multiples formes de l'ingérence des femmes en tant qu'actrices de la société civile.

Outre la politique de développement, d'autres champs d'action s'ouvrent aussi aux femmes dans les relations internationales et l'élaboration de conventions. Cet élargissement de l'horizon se traduit clairement dans la discussion internationale qui porte sur les femmes, par la référence aux droits humains qui, au début des années 90 caractérise la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme¹¹. Cela aura des conséquences importantes tant pour la perception que pour la critique de la discrimination des femmes, dans la mesure où cela change à la fois la conscience que les femmes ont d'elles-mêmes et la perception par autrui de leur expérience de l'injustice. «Elles interviennent désormais, pour revendiquer un droit universel, en tant que sujets du droit, et non plus en tant que quémanteuses et nécessiteuses».

Ainsi, la nouvelle approche internationale au profit des femmes a rendu visible l'injustice faite aux femmes et à les comprendre du même coup comme des sujets politiques et juridiques qui agissent pour venir à bout de leur rôle de victimes alors que la question féminine a longtemps été considérée dans le contexte international comme un problème de développement, et non de droits humains. Cela signifie pour les droits humains sociaux le passage d'une approche centrée en politique de développement sur les besoins fondamentaux à une approche des droits fondamentaux, et donc à une articulation très nette des intérêts des sexes, tels que les avait déjà formulés le premier mouvement féministe international.

Les interventions des années 90, en faveur des femmes, prennent place dans un contexte politique et théorique en mutation au niveau des relations internationales. Sont en rediscussions on seulement le développement mais aussi les concepts classiques d'Etat, de pouvoir, de souveraineté et d'interdépendance. Des passerelles existent donc avec les théories féministes qui analysent la dichotomie entre sphère publique et privée dans différents contextes.

§3. Promotion de la femme est un souci universel

La première conférence mondiale sur le statut des femmes se réunit à Mexico en 1975, coïncidant de la sorte avec l'Année internationale de la femme, célébrée afin de rappeler à la communauté internationale que le problème de la discrimination à l'égard des femmes persistait presque partout dans le monde. De concert avec la Décennie des Nations Unies pour

¹¹ Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 14 – 25 juin 1993, Vienne, Autriche

la Femme (1976-1985), proclamée par l'Assemblée générale cinq mois après que la Conférence en avait fait la demande express, celle-ci ouvrit une nouvelle phase dans les efforts mondiaux relatifs à la promotion des femmes, en initiant un dialogue de portée internationale sur l'égalité entre les sexes.

A Pékin, en septembre 1995¹², tout comme lors des autres assises mondiales sur la femme, Mexico en 1975, Copenhague en 1980, Nairobi en 1985, et New York en 2000 le constat demeure pareil, amer et même révoltant.

La communauté internationale a approuvé plusieurs plans d'action et conventions en faveur de l'intégration complète et effective des femmes, au même niveau, à toutes les activités de développement, en particulier les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, qui mettent l'accent sur la participation des femmes à la gestion des écosystèmes nationaux et internationaux et à la lutte contre la dégradation de l'environnement. Plusieurs conventions, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹³ et celles de l'OIT et de l'UNESCO, ont été adoptées pour mettre un terme à la discrimination fondée sur le sexe et permettre aux femmes d'avoir accès à la terre et aux autres ressources ainsi qu'à l'éducation et à un emploi sûr et dans des conditions d'égalité¹⁴.

Il reste encore beaucoup à faire pour que les droits des femmes soient pleinement respectés. L'objectif de ratification universelle en 2000 de la Convention relative à l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979, n'est pas atteint.

L'année 2000 a été marquée, par la préparation et la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale « les femmes en l'an 2000: égalité, développement et paix pour le 21ème siècle »¹⁵. Cette session et les réunions régionales qui l'ont précédées ont rassemblé des femmes et des hommes du monde entier. Elles ont permis aux gouvernements, aux

¹² La Conférence de Beijing apparut comme un succès majeur, à la fois en raison de son ampleur et de ses résultats. Avec 17 000 participants dont 189 gouvernements, elle constituait la réunion la plus importante de représentants de gouvernements et d'ONG jamais organisée. Le Forum ONG, organisé parallèlement à la Conférence battit tous les records en accueillant 35 000 personnes, portant ainsi le nombre général de participants à 47 000.

¹³ Résolution 34/180 de l'Assemblée générale.

¹⁴ Nous citons également, à cet égard, la Déclaration Mondiale sur la survie, la protection et le développement de l'enfant et le Plan d'action pour l'application de la Déclaration (A/45/625). La mise en œuvre effective de ces programmes dépendra de la participation active des femmes aux décisions économiques et politiques et sera essentielle à l'exécution du programme Action 21.

¹⁵ Intervention prononcée par Mme Caroline Mechin, Conseillère au Service des droits des femmes et de l'égalité, Ministère de l'emploi et de la solidarité. Promotion de la Femme - Suivi de la 4ème Conférence mondiale sur les femmes (New York, 6 octobre 2000)

organisations internationales, aux ONG et à d'autres acteurs de la société civile de partager leurs expériences, d'exprimer leurs difficultés et de mettre en valeur leurs objectifs communs. C'est à partir de ce large débat qu'il a été possible de définir des initiatives nouvelles pour une meilleure application de la plate-forme d'action adoptée en 1995 lors de la quatrième conférence mondiale pour les femmes. A cette occasion, il a été réaffirmé que l'objectif de pleine jouissance par les femmes des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, constitue la base pour la réussite des actions futures et est essentiel à la promotion des femmes en général.

En un quart de siècle, les quatre conférences mondiales sur les femmes organisées par les Nations Unies ont été le moyen de placer la question de l'égalité entre les sexes au cœur de l'agenda mondial. Elles ont permis de grouper la communauté internationale autour d'un ensemble d'objectifs communs, assorti d'un plan d'action effectif pour la promotion générale des femmes, dans toutes les sphères de la vie publique et privée.

Au cours des trois décennies qui suivirent, le travail des Nations Unies relatif aux femmes fut principalement consacré à la codification de leurs droits juridiques et civils¹⁶ ainsi qu'à la collecte d'informations sur leur statut dans le monde. Avec le temps, il devint toutefois de plus en plus évident que les lois, en elles-mêmes et comme telles, ne suffisaient pas à garantir aux femmes des droits égaux à ceux des hommes.

Il est bien dommage que la femme africaine aujourd'hui en soit réduite à revendiquer une partie d'un pouvoir qui désormais semble être dévolu uniquement aux hommes.

En effet dans bien de sociétés africaines, les femmes, à partir d'un certain âge, avaient un pouvoir décisionnel énorme bien que n'étant pratiquement jamais au devant de la scène. De même dans d'autres sociétés, le travail agricole était complètement interdit aux femmes et aucune décision n'était prise dans la famille sans l'accord préalable de la femme.

Actuellement, ce sont les femmes qui assurent la majorité de la production agricole et vivrière (elles fournissent en moyenne 70% de la main d'œuvre) et sa transformation (elles y contribuent à hauteur de 100%), ainsi que la commercialisation des denrées (à hauteur de 60%)¹⁷.

La Déclaration du Millénaire relative au développement renferme huit objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) qui pourraient réduire, d'une manière considérable,

¹⁶ Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, souvent désigné par son acronyme anglais CEDAW, tient deux sessions par an. Les 23 expertes du Comité, qui y siègent à titre personnel pour quatre ans, ont pour tâche de surveiller l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée en 1979. La moitié des membres est remplacée tous les deux ans.

¹⁷ Sans auteur: « les femmes au sort peu enviable », bulletin Echoweb , n°106 du 3 novembre 2005.

le pourcentage des personnes vivant dans la pauvreté dans le monde, et améliorer les normes de vie¹⁸. "Le principal défi auquel nous devons faire face aujourd'hui est de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour l'humanité entière"¹⁹.

Conclusion

Toute discussion concernant la réalisation des objectifs de la Déclaration du Millénaire doit commencer par une compréhension des places différentes des hommes et des femmes, des filles et des garçons dans la société²⁰. Or, la Déclaration du Millénaire n'est pas sophistiquée dans son approche de l'égalité entre les sexes en tant que moyen d'éliminer la pauvreté, et ne prend en compte que quelques uns des problèmes que les femmes ont présenté pendant les récentes décennies. Cette déclaration contient un langage critique que seules les femmes peuvent employer pour contrôler les actions du gouvernement en vue d'atteindre les objectifs d'ici l'année 2015. Elle décide de "promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes comme moyens efficaces de lutte contre la pauvreté, la faim et la maladie, et de stimuler un développement qui soit véritablement durable"²¹ et de "combattre toutes les formes de violence à l'égard de la femme et d'appliquer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme"²². Elle traite également des questions essentielles telles que l'éducation des filles et les taux de mortalité maternelle.

Pour faire le suivi des progrès des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, l'ONU a lancé une initiative reposant sur la recherche, l'information et des campagnes pour galvaniser la coordination et l'échange. Le Projet d'analyse pour le Millénaire comprend dix équipes spéciales couvrant un large éventail de sujets visant à des pratiques et à des politiques novatrices.

Les Bureaux de pays du Programme des Nations Unies pour le Développement, en collaboration avec les autorités nationales, le secteur privé et la société civile, compileront les rapports de pays détaillant les acquis et les obstacles. Une campagne pour le Millénaire, conduite essentiellement par la société civile tant au niveau national que mondial, cherchera à recueillir un large appui politique et public, mais il est également vital d'intégrer les

¹⁸ 54e session - Assemblée du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations unies, 6 au 8 septembre 2000, New York.

¹⁹ Extrait de la déclaration de Cofi Annan secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors de la 54e session - Assemblée du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations unies, 6 au 8 septembre 2000, New York.

²⁰ Zeitlin, J. and Johnson, N. "Women Push Their Development Demands on the Financing Front." Social Watch Report 2002. Montevideo, Uruguay. 2002. p. 75

²¹ United Nations Millennium Declaration. Para. 20

²² Déclaration du millénaire. Para. 25

perspectives et la représentation des femmes dans ce processus critique. Les femmes devront en outre développer des processus de contrôle indépendants afin de s'assurer qu'on répondra pleinement à leurs besoins.

Bibliographie

- A.O. Hirschman., « L'économie comme science morale et politique », Paris, Gallimard, Le Seuil, 1984.
- Aziz Chahbouni : « Réfléchir les termes de Développement au Maroc : l'Approche Agence ou l'Intermédiation entre l'Etat et la Société Civile » 2005.
- C. Cote, « le genre dans le développement ». Formation sur l'approche genre et développement, développement et paix, Canada, avril pp.26-31.
- Conférence mondiale sur les droits de l'homme, 14 – 25 juin 1993, Vienne, Autriche
- Denis Karnaouch, « Féminisme et coéducation en Europe avant 1914 »p 21-41 Clio, numéro 18-2003, Mixité et coéducation, [En ligne], mis en ligne le 17 juin 2008. URL : <http://clio.revues.org/index609.html>. Consulté le 10 août 2010.
- E. Assidon, : « Les théories économiques du développement », Paris, La découverte,, 1992.
- E.Adisson, les théories économiques du développement, Paris, la découverte, 1992.
- Ester Boserup « Women's role in economic development », 1970.
- Extrait de la déclaration de Cofi Annan secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors de la 54e session - Assemblée du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations unies, 6 au 8 septembre 2000, New York.
- François Perroux, l'économie du XXème siècle, paris, PUF, 1964.
- Guay Caire : « idéologie du développement et développement de l'idéologie », vol 15 ,1994, pp5-30.
- Gustave Massiah, « grandeur et décadence de l'ajustement structurel et le développement », 2000
- Intervention prononcée par Mme Caroline Mechin, Conseillère au Service des droits des femmes et de l'égalité, Ministère de l'emploi et de la solidarité. Promotion de la Femme - Suivi de la 4ème Conférence mondiale sur les femmes (New York, 6 octobre 2000)
- Jean Ronald Légouté, définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque, cahier de recherche Vol.1,n°1, Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Université du Québec, Février 2001, p.15-16. Frédéric Toulon, Croissance, crise et développement, Paris, Presses universitaires de France, 1992.

- La 54e session - Assemblée du Millénaire de l'Assemblée générale des Nations unies, 6 au 8 septembre 2000, New York.
- Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, souvent désigné par son acronyme anglais CEDAW, tient deux sessions par an. Les 23 expertes du Comité, qui y siègent à titre personnel pour quatre ans, ont pour tâche de surveiller l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes adoptée en 1979. La moitié des membres est remplacée tous les deux ans.
- Les quatre conférences mondiales sur les femmes 1975-1995 Perspective historique, Département de l'information de l'ONU DPI/2035/M - 00-39711- avril 2000.
- Malika Benradi : « Prospective Maroc 2030 Dynamique sociale et évolution des statuts des femmes au Maroc, Décembre 2006.
- Marianne Braig « Les intérêts des femmes dans la théorie et la politique de développement », Développement et Coopération (No. 4, Juillet/Août 2000, p. 8-13) , Institut de Politique Comparée et Relations Internationales à l'université Goeth, Francfort sur le Main.
- Maxine molyneux, « les mouvements de femmes dans une perspective internationale » (ILAS / Palgrave) 2000.
- Moser Caroline, « Gender Planning and Development : Theory, Practice, and Training ». Londres, Routledge, 1993.
- Pauvreté féminine : réalités et perspectives, L'Essor n°6-novembre, 1999
- Ph. Hugon, « La pensée française en économie du développement », Revue d'économie politique, 101 (2)
- Ph. Hugon, la pensée française en économie du développement, revue d'économie politique, 101 (2) mars- avril 1991, pp 171-229
- Rapport national sur le développement humain durable, 2000.
- Rist Gilbert : « le développement: histoire d'une croyance occidentale », presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1996.
- Zeitlin, J. and Johnson, N. "Women Push Their Development Demands on the Financing Front." Social Watch Report 2002. Montevideo, Uruguay. 2002.